

N° 594

Semaine

du 17 janvier

au 24 janvier 1973

PRIX : 1,50 F

informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

RESPONSABLES ?

Le degré de responsabilité pour toutes les formations politiques « responsables » est mesuré par leur volonté de garantir le respect de la propriété privée des moyens de production et leur capacité de prendre les décisions au niveau gouvernemental pour assurer la stabilité de l'Etat. Vu sous cet angle, F. Mitterrand déclarant qu'il fera appel à la sagesse et à la raison des travailleurs afin qu'ils ne présentent pas de revendications au gouvernement au cas où l'Union de la gauche serait majoritaire, est incontestablement marqué du sceau de la responsabilité.

Les manifestations répétées d'une politique qui ouvertement s'affirme comme cherchant à trouver une solution de replâtrage en accord avec Pompidou est contraire aux intérêts des travailleurs.

Il pourrait sembler qu'il y a des contradictions dans la politique de l'OCI. Elles ne sont qu'apparentes.

En mai-juin 68, les militants révolutionnaires ont combattu pour l'élection de comités de grève dans les entreprises, la constitution de comités locaux et départementaux et à l'échelon national pour le Comité Central et National des délégués des comités de grève et des représentants des syndicats, centralisant la grève générale contre l'Etat bourgeois et De Gaulle-Pompidou.

Il est bien évident que c'était là la seule voie pour arracher les revendications et imposer le gouvernement ouvrier. Il est non moins évident qu'il aurait été absurde et criminel de prétendre exclure, comme les tenants des « comités de base » le prétendaient, du Comité central et national des comités de grève, les dirigeants des grandes organisations ouvrières.

Cela, c'est la politique du Front unique ouvrier. L'autre terme alternatif a été celui de la conférence de Grenelle où les dirigeants ont cassé la grève générale et sauvé De Gaulle et son gouvernement.

En 1973, l'objectif répondant aux intérêts des travailleurs, c'est la substitution au gouvernement Messmer-Pompidou, d'un gouvernement s'engageant à satisfaire les revendications et les aspirations. L'équation politique d'un tel gouvernement est dans l'actuelle situation politique celle du Comité Central et National des comités de grève : l'unité à ce niveau des partis ouvriers PCF et PS.

Refuser de lutter pour un gouvernement PCF-PS équivaut au refus de combattre pour le Comité Central et National des comités de grève. C'est, en dépit des meilleures intentions, ouvrir la solution « Conférence de Grenelle », celle d'un gouvernement dit « d'union populaire » avec les banquiers et les grands capitalistes « radicaux de gauche » élargis aux « bonnes volontés » issues de la majorité.

L'OCI combat pour le gouvernement ouvrier. Elle appelle à voter au premier tour pour les candidats PCF et PS et, là où elle se présente, pour les candidats de l'OCI, au second tour pour le candidat du parti ouvrier arrivé en tête. Au premier et second tour, pas une voix pour un candidat présenté par un parti du capital, y compris radical de gauche.

19 JANVIER, MEETING A LA MUTUALITE

20 h 30

Sous la présidence de Pierre LAMBERT, du B.P. de l'O.C.I.

19 JANVIER
Avec l'O. C. I.



Jean-Pierre SPELLER, la victime.

Pour le gouvernement ouvrier

Pour l'unité contre
tous les candidats du capital

Pour la construction
du parti révolutionnaire

KASPEREIT, ancien ministre, poursuit Charles BERG

19 JANVIER

Avec Charles BERG,
Secrétaire national de l'AJS



Gabriel-Adolphe KASPEREIT, le plaignant.

TOUS A LA MUTUALITE !

PREMIERE AUDIENCE
DU PROCES KASPEREIT

Avec Jean-Pierre SPELLER,

candidat de l'O.C.I. et de l'A.J.S.,

contre KASPEREIT, candidat UDR

30 millions



Au 6 janvier, la souscription nationale organisée par l'OCI, l'AJS et l'Alliance ouvrière pour financer l'intervention des révolutionnaires dans les élections, s'élevait à 50 809 F.

Dans la semaine du 6 au 13 janvier 1973, 20 692 F ont été collectés, répartis ainsi : 11 406 F pour la province, 9 286 F dans la région parisienne. Le total des sommes reçues par Gérard Iltis, 71 M, route du Pavé-Blanc, 92-Clamart, au 13 janvier 1973, est donc de 71 571 F.

Le 14 janvier 1973, le Comité central de l'OCI a tenu une réunion avec les candidats présentés par l'OCI, avec l'appui de l'AJS et de l'Alliance ouvrière, pour examiner la situation politique et dégager les tâches à accomplir.

Des avances ont été versées pour financer les premières dépenses, sur une proportion en relation avec les fonds recueillis dans chaque région où l'OCI présente des candidats.

Dijon a reçu 4 000 F, Toulouse 3 000 F, Montpellier 3 000 F, Limoges 3 000 F, Avignon 6 000 F, Rouen 4 000 F, Grenoble 6 000 F, Lyon 3 000 F, Saint-Etienne 3 000 F et Nantes 1 500 F. Soit au total : 36 500 F.

Nous publierons dans le prochain « I.O. » les dépenses de préparation du meeting du 19 janvier à Paris, ainsi que le coût des affiches et tracts diffusés nationalement.

Une première conclusion s'impose. Au fur et à mesure que la campagne politique s'engage, nous avons à faire face à des dépenses de plus en plus lourdes. Si les premiers résultats de la campagne sont encourageants, à partir de cette semaine, faire plus et mieux. La règle stricte est que l'OCI appliquera pour le financement de l'intervention des révolutionnaires dans les élections sera la même que celle que nous appliquons dans tous les domaines : chaque activité doit s'autofinancer par l'activité.

10 février : PROCÈS KASPEREIT

4 et 11 mars : par millions, travailleurs et jeunes rendront leur verdict en votant contre tous les Kaspereit et les candidats bourgeois

A Provins, l'ancien ministre des TOM-DOM Pierre Messmer a lancé la campagne de la « majorité » en s'attachant en particulier à définir la bataille contre la jeunesse pour maintenir « l'ordre et la continuité », thème central défini par Pompidou dans sa conférence de presse.

Gabriel Adolphe Kaspereit, conseiller municipal de Paris, ancien ministre du gouvernement Chaban-Delmas, candidat dans le 9^e arrondissement contre Jean-Pierre Speller a immédiatement appliqué les directives du Premier ministre. Impliqué avec ses fils dans l'agression du militant de l'AJJS, J.-P. Speller. Rappelons qu'au terme de cette sauvage agression, notre camarade Speller devait perdre l'usage d'un œil.

Craignant une confrontation avec la victime, craignant d'être confondu, l'ancien sous-secrétaire d'Etat attaque Charles Berg en justice pour diffamation.

Le procès aura lieu le 10 février devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Forts de l'appui de la réaction, Gabriel Adolphe Kaspereit et ses fils, veulent

faire condamner Charles Berg à la prison et rendre impossible la campagne électorale de l'OCI et de l'AJJS en réclamant des millions de francs...

L'AJJS relève le défi.

L'AJJS apportera les preuves de la culpabilité de Kaspereit.

C'est le procès de Kaspereit qui va s'ouvrir. Ce sera le procès des SAC, des bandes armées, des assassins de Lanvin, Labroche, Overney. C'est le procès de la violence du capital que l'AJJS va ouvrir.

Le 19 janvier au meeting de l'OCI première audition publique du procès Kaspereit.

Le 19 janvier la jeunesse sera présente par milliers pour s'organiser contre Kaspereit.

Levons les millions nécessaires à la dénonciation de Kaspereit et de ses semblables.

les hommes qu'ils ont chargé de " s'occuper " de la jeunesse

NOM : COMITI.
Prénom : Joseph.
Age : 52 ans.



Président du Conseil de l'Ordre des Médecins des Bouches-du-Rhône.

Président du Cercle de prospective économique et sociale de la région Marseille-Provence.

Secrétaire d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports depuis juillet 1968.

C'est déjà là une date importante, puisqu'il occupe ce poste au lendemain de la grève générale, donc avec pour tâche de domestiquer la jeunesse, de l'embrigader, après la grande peur de mai-juin 1968. Nous y reviendrons.

Assemblée nationale, 30 octobre 1968 :

« Plus généralement, nous devons porter nos efforts sur l'animation de tous les lieux de vacances, que la jeunesse y soit groupée ou diffuse. A ce sujet, je tiens à rendre hommage à l'action des membres des CRS sur les plages. »

Quelques années plus tard, en 1971, un autre écrira : « Je les admire, nos CRS ! » Il s'agit de Michel Droit, bien connu des lycéens.

NOM : HERZOG.
Prénom : Maurice.
Age : 53 ans.



Administrateur de sociétés.

Décorations : officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 39-45, commandeur du Mérite sportif.

Directeur à la société Kleber-Colombes (45-58).

Successivement : haut-commissaire et secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports de 1958 à janvier 1966.

Maire de Chamonix.

Administrateur, depuis 1966, de Slivafance (société d'investissement à capital variable).

L'HOMME A POIGNE :

« Je voudrais également vous parler des mesures prises pour encadrer la jeunesse oisive qui, ces dernières années, semait la perturbation dans certaines stations balnéaires. (...) Certaines préoccupations se sont fait jour lorsque Monsieur le Ministre de l'Intérieur prit l'initiative d'organiser la surveillance et l'orientation des loisirs dans plusieurs localités du littoral. Il convient d'ailleurs de rendre hommage aux dévouements qui se sont mani-

festés en l'occurrence, et aux résultats obtenus. (...) Ce problème sera réglé par une coopération très étroite entre le ministère de l'Intérieur et le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports (...) pour donner des loisirs éducatifs, durant les mois de vacances, à cette jeunesse turbulente. »

(Assemblée nationale, 18 octobre 1965.)

Monsieur HERZOG en appelait en 1965 à « la collaboration étroite entre le ministère de l'Intérieur et le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports ». Son vœu a été exaucé : bien que ses fonctions ne l'aient jamais appelé à s'occuper directement de la jeunesse, Monsieur Raymond MARCELLIN, ministre de l'Intérieur depuis le 31 mai 1968, s'est toujours penché sur ce problème avec un vif intérêt :

« L'litige » des quartiers.

Chasse anti-jeunes.

Gillot inculpé sur le faux témoignage d'un policier.

Deahayes mutilé à vie par un policier.

Charles BERG, candidat de l'OCI aux prochaines élections, secrétaire national de l'AJJS, inculpé pour « diffamation envers la police ».

NOM : MISOFFE.
Prénom : François.
Age : 53 ans.



Décorations : chevalier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre 39-45, médaille de la Résistance.

Industriel, trésorier général de l'UNR (59-61), ministre de la Jeunesse et des Sports (janvier 66-mai 68).

L'homme du « dialogue et de la concertation », du « Livre Blanc de la Jeunesse », le ministre de la grève générale.

Des objectifs précis :

« Mais si ce que l'on a appelé le chômage des jeunes ne peut être nié, s'il s'agit même, à l'occasion, d'un phénomène localement préoccupant, les chiffres constatés jusqu'à maintenant ne revêtent en aucun cas une particulière ampleur (...) Tous ces travaux font d'ailleurs apparaître la nécessité d'accroître la mobilité de notre main-d'œuvre juvénile. »

(Assemblée Nationale, 23 mai 1967.)

M. MISOFFE n'a jamais eu le loisir de s'exprimer à l'Assemblée sur le démenti que lui avait infligé la jeunesse le 3 mai 1968 et pendant la grève générale. Pour des raisons indépendantes de sa volonté, il avait quitté son poste...

PROCÈS KASPEREIT

M. Wander, premier témoin à charge

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la lettre que le père du camarade Jean-Louis Wander, militant de l'AJJS exclu du lycée Jacques-Decour, a envoyée au Monde qui l'a publiée le 12 janvier. Plainte a été déposée contre l'intendant Cathou. On attend désormais la réponse du rectorat qui fait savoir qu'une enquête est en cours...

Monsieur le directeur,
Je suis le père du jeune Jean-Louis Wander, élève de classe terminale, qui, par décision du recteur de l'Académie de Paris, a été exclu récemment du Lycée Jacques-Decour.

Le Monde a déjà relaté que le Conseil de discipline du lycée avait prononcé un avertissement dont le directeur de l'Enseignement secondaire de Paris, membre du cabinet du ministre de l'Education nationale, avait cru devoir faire appel devant la commission académique où la représentation des professeurs, parents d'élèves ou élèves est tout à fait minoritaire. (...)

Que devais-je faire dans le cas de mon fils ?

Un incident est survenu entre le proviseur et surtout l'intendant avec mon fils à l'occasion du collage d'une affiche de soutien à la candidature de J.-P. Speller, ce jeune typographe qui a eu l'œil crevé par des hommes de main de l'UDR. C'est le droit des élèves de se servir des panneaux d'affichage pour leur propagande politique, mais l'affiche en question mettait en cause le ministre Kaspereit et ses fils.

La presse a rapporté qu'à la suite de l'observation qui lui fut faite, mon fils aurait bouculé et injurié l'intendant M. Cathou.

Les faits ont été inexactement et incomplètement rapportés par la presse. Car c'est M. Cathou qui frappa violemment mon fils en lui portant notamment un coup de pied à l'aine, plusieurs coups de poing au visage, l'atteignant durement à l'œil droit et à la tempe.

Plus tard, dans la cour, l'intendant, M. Cathou, désigna du doigt Jean-Louis Wander à deux jeunes gens, ses fils. L'un d'eux, agitant une cigarette devant le visage de mon fils, lui déclara en présence de nombreux lycéens : « Nous sommes au courant de ce qui s'est passé ce matin. Si tu recoules une seule affiche, ça se règlera au rasoir. »

M. Cathou, qui était présent, confirma la menace à la stupeur des élèves présents.

Mon fils a été très sévèrement sanctionné. J'ignore si une procédure disciplinaire a été envisagée à l'encontre de M. Cathou dont les agissements ont fait l'objet de nombreux témoignages.

Mais moi, en tant que père de famille, j'ai pris mes responsabilités. J'ai déposé plainte contre M. Cathou entre les mains du procureur de la République.

Nous avons vu avec quelles célérité et rigueur ont réagi les instances disciplinaires de l'égard de mon fils. J'attends de savoir comment se comportera la justice à l'égard d'un intendant qui n'a pas seulement manqué de sang-froid mais a osé frapper brutalement un élève puis a proféré plusieurs heures après d'inadmissibles menaces.

Veuillez croire, Monsieur le directeur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Charles WANDER,
Fonctionnaire au ministère des Affaires Culturelles, 10, av. Parmentier, Paris-10^e.

quelques réalisations du régime

Michel DEBRE, 16 juin 1970.

• Suppression des sursis.

• Les appelés ont la possibilité de « choisir » leur âge d'incorporation entre 18 et 21 ans. Ils ont le droit de vote après avoir effectué le service national.

Conséquences :

• Les lycéens bacheliers devront effectuer leur service militaire soit immédiatement l'année d'après le baccalauréat, soit en fin de premier cycle d'études supérieures.

• En cas d'échec au bac, les lycéens sont dans l'obligation d'effectuer leur service militaire avant de terminer leurs études secondaires.

Edgar FAURE : un billet première classe pour l'exil.

Par l'instauration de cette prime, Edgar Faure accorde généreusement 600 F à tout jeune acceptant « d'aller se faire pendre ailleurs », à tout jeune acceptant de quitter sa région pour travailler là où l'on a besoin de main-d'œuvre.

16 jours sur la formation professionnelle : 15 juillet 1971.

• Dislocation de l'enseignement technique.

• Disparition des CET en trois ans.

• Formation technique et apprentissage aux mains du patronat : « des conventions conclues entre l'Etat et les employeurs ou les membres des professions non salariées permettent à toute personne qualifiée d'assurer un enseignement dans les établissements publics d'enseignement technologique ».

abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIÈRES •

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS 11^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
6 mois (24 n°) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 Paris

1959, M. Thorez : « la constitution anti-républicaine abolit la souveraineté nationale »

1973, G. Marchais : « monsieur pompidou respectera la constitution, cela est parfait ! »

dialogue...

Ainsi, c'est une trêve de fait que Pompidou d'une part, Marchais et Mitterrand d'autre part viennent de convenir entre eux sur la question décisive des institutions.

Pompidou l'a dit : il respectera la Constitution. Marchais et Mitterrand lui en ont donné acte. Et ont déclaré de leur côté que la gauche avait mieux à faire que de songer à instaurer une VI^e République. Le « grand débat sur l'alternance » se trouve donc clos avant même d'avoir été ouvert. Travailleurs et militants sont invités à faire confiance à Pompidou, gardien des institutions : « C'est parfait, a dit Mitterrand, nous ne lui posons plus de questions. »

Pourquoi cette trêve ? Il n'est pas difficile de le comprendre.

La structure de l'Etat fort édifié par de Gaulle — ou du moins ce qu'il en reste — est telle qu'un échec électoral de la majorité risque d'entraîner une crise de régime aux dimensions imprévisibles. Et, chacun le pressent, ce sont des masses immenses d'exploités qui ne manqueraient pas de tenter de s'engouffrer par les brèches béantes ainsi ouvertes au flanc de l'Etat du capital.

Tel est le danger.

Tous les défenseurs du régime du profit en mesurent la gravité. Et saisissent parfaitement la nécessité qu'il s'impose aux uns comme aux autres, quelles que puissent être les

donner des garanties. L'Union de la gauche respectera les institutions. Les nationalisations n'ont pas au-delà de ce que de Gaulle a lui-même réalisé à la Libération. « Nous n'abandonnerons pas l'Occident », déclare Mitterrand, qui ajoute pour faire bonne mesure : « Je préfère la liberté à l'Union de la gauche. » Et Marchais affirme : « Il ne s'agit pas d'aller au socialisme. » Tandis qu'au lendemain de la conférence de presse du 9 janvier, Andrieu estime que « M. Pompidou a voulu apparaître comme le président de tous les Français. »

Mais, pour la bourgeoisie, c'est encore trop peu. Certes, il lui faut à tout prix la collaboration directe des dirigeants ouvriers : « Dans une assemblée qui sera différente de la précédente, nous exercerons toute notre influence pour récupérer la gauche non communiste », déclare Lecanuet. Car nous croyons profondément à un reclassement des forces politiques. C'est aussi l'opinion de Pompidou et celle de Giscard d'Estaing.

Nul ne peut cependant déclarer par avance que le recours à l'Union de la gauche ne sera pas nécessaire. Et c'est cette éventualité qui se prépare au travers du dialogue engagé entre Pompidou, Marchais et Mitterrand : il s'agit d'élargir l'Union de la gauche jusqu'à l'Union populaire, autrement

f. billoux s'adresse aux militants du « parti »

Le PCF précise semaine après semaine le sens qu'il donne lui-même au programme commun. Le programme, c'est la plate-forme de l'Union populaire, qui s'étend vers la droite, bien au-delà des frontières traditionnelles de l'Union de la gauche.

Cela ne va pas sans résistance de la part des militants du PCF eux-mêmes. Comme ceux, par exemple, de la cellule Maurice Thorez de Rouen, qui, tout en affirmant leur accord sur le programme commun se refusent à accepter la « collaboration » des radicaux de Maurice Faure et Robert Fabre. C'est à eux que répond François Billoux (France Nouvelle 8-1-73) dans les termes suivants : « Le choix pour les élections de mars se ramène en définitive à se prononcer pour ou contre le programme commun. Préférer être à la fois contre la politique

actuelle et contre le programme commun, ou faire la fine bouche à son propos sous quelque prétexte que ce soit, consiste en réalité à favoriser la survie du pouvoir en place. »

Et pourtant ils sont des milliers attachés à leur classe, à vouloir mener jusqu'à son terme le combat brutalement interrompu à Grenelle en mai 1968. Les mêmes qui criaient à Séguin et à Frachon : « Ne signez pas ! »

C'est à ceux-là que Billoux adresse l'invitation d'appliquer sans murmures une politique qui ne peut aboutir, comme en 1936, comme en 1944, comme en 1968, qu'à imposer un gouvernement de type capitaliste qui se dressera contre les revendications et les aspirations des travailleurs. Billoux menace ces militants comme il menace les militants de l'OCI et de l'AJS et tous ceux qui veulent combattre pour le gouvernement ouvrier.

dont acte...

Georges Marchais, secrétaire général du PCF, dans sa conférence de presse a déclaré : « M. Pompidou respectera la Constitution. Cela est parfait. Nous ne lui posons plus la question. »

R. Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, écrit le 10 janvier 1973 : « M. Pompidou a répondu qu'il appliquera la Constitution. Dont acte. Car la Constitution précise expressément que la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants. »

Maurice Thorez, ancien secrétaire général du PCF, déclarait au 15^e Congrès du PCF, qui s'est tenu en 1959, après que de Gaulle ait imposé sa Constitution autoritaire de 1958, dont les dispositions réactionnaires seront aggravées en 1962 :

« La Constitution (de 1958) qui abolit en fait la souveraineté nationale et concentre toute l'autorité aux mains d'un homme, ne laisse aucun pouvoir à l'Assemblée dont une loi électorale trèque fait une caricature de représentation du peuple. »

Ce qu'a déclaré Thorez en 1959 contredit sans appel ce que disent Marchais-Andrieu en 1973.

LES RADICAUX DE GAUCHE

« nous ne renions en rien le programme de servan-schreiber »

« Ses idées, J.-J. Servan-Schreiber les a concrétisées dans le Manifeste Radical que j'ai approuvé et dont je continue à penser qu'il a constitué un apport absolument fondamental à la rénovation de la pensée politique de la gauche française... Ces idées du Manifeste Radical se retrouvent dans une très large mesure au sein du programme commun de la gauche... »

La vocation du parti radical est d'être à gauche, et d'être l'alle raisonnable, l'alle consciente des problèmes d'Etat qui peuvent se poser demain à un gouvernement d'Union de la Gauche... Sur le plan du programme, je ne pense pas qu'il y ait de contradiction fondamentale entre l'esprit du Manifeste Radical tel qu'il avait été adopté au congrès du parti radical et le programme commun de la gauche... Ce sera aux électeurs de dire s'ils veulent avoir une application du programme commun avec une vision qui est celle des radicaux de gauche, ou bien s'ils préfèrent une optique qui soit celle des communistes. En un mot, le programme commun auquel nous avons souscrit est un compromis. Pour certains, c'est un maximum que nous acceptons et que nous défendons. Pour les communistes, c'est une étape. Eh bien nous essaierons de faire en sorte que les électeurs admettent avec nous que les réformes que nous proposons soient réalisées progressivement dans le temps... » (L'Action Républicaine, 12-1-73)

Tel est le point de vue de Lamirault, l'homme qui a été recusé par les militants du PS de son département.

« Je ne renie en rien le Manifeste Radical que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a fait adopter par notre parti. Mais ce qui me préoccupe, ce n'est pas son énoncé, c'est sa mise en œuvre. Or, ayant opté unilatéralement pour une alliance avec le Centre Démocrate, il est clair que, pour réunir une majorité de réalisation située en dehors du parti socialiste, le président du parti radical devra chercher appui au-delà du Centre Démocrate, jusqu'aux partisans de M. Giscard d'Estaing et de M. Duhamel. Avec de tels appuis, ce sera pour le Manifeste Radical non pas l'avènement, mais l'enterrement. »

Cette prose est publiée dans le bulletin de la section de Montargis du Parti Socialiste, sous la signature autorisée du sénateur Pierre de Félice, membre du mouvement de la gauche radicale et socialiste.

Le propos est on ne peut plus clair :

1. Ce dont il s'agit, c'est d'appliquer le programme de Servan-Schreiber, résumé dans « le Manifeste Radical » (voir I.O. n° 593) ;
2. Le programme radical sera mieux appliqué et défendu par l'Union de la Gauche que par Giscard et Duhamel ;
3. L'alliance avec le Centre Démocrate serait néanmoins acceptable, à condition qu'elle ne soit pas exclusive de l'alliance avec le Parti socialiste. C'est la thèse traditionnelle de Maurice Faure, partisan de toujours d'un accord PS-MRP-Radicaux.

L'Union, populaire, mais respectable.



divergences qui les opposent par ailleurs, de sauver l'Etat. L'éditorialiste de La Croix (11-1-1973) exprime exactement leur sentiment lorsque, s'adressant à Pompidou, il déclare : « Etre le gardien de la Constitution, cela signifie ne pas transformer la V^e République en régime présidentiel par un coup d'Etat et ne pas la laisser renverser par une révolution. » Les problèmes sont clairement posés.

Le danger a un nom : il s'appelle révolution prolétarienne. C'est elle qui se profile derrière un échec possible du régime lors du scrutin des 4 et 11 mars. « Pour la plupart des travailleurs », écrit G. Séguin, le bulletin de vote prolongera leur lutte pour... le SMIC à 1000 F, pour la retraite à soixante ans... pour la semaine des quarante heures... Ces revendications étaient celles de la grève générale, qui a dressé dix millions de travailleurs contre le régime gaulliste et l'Etat du capital. Elles ont été abandonnées à Grenelle et sont aujourd'hui bien en-deçà du strict minimum nécessaire. Il faut donc être plus précis : ce que les travailleurs veulent prolonger par leur vote, et demain par tous les moyens de leur lutte de classe, ce sont les grandes espérances qui les ont soulevés en mai-juin 1968, c'est leur volonté d'en finir avec la dictature du capital et le joug de l'exploitation.

C'est à cela que la bourgeoisie, aussi divisée soit-elle sur tous les autres problèmes, doit faire face en priorité. L'outil qu'il lui faut coûte que coûte préserver, c'est l'Etat, sa police, son armée, sa magistrature, ses corps de hauts fonctionnaires. C'est pour interdire leur démantèlement qu'il s'agit de défendre à n'importe quel prix les institutions et la Constitution autoritaire de 1958-1962.

Marchais et Mitterrand veulent

dit à l'Union sacrée en vue de prévenir une nouvelle et puissante poussée vers la révolution prolétarienne.

La portée de ce dialogue, Guy Perlican, secrétaire de la Fédération du Val-de-Marne du PCF, l'exprime en toute netteté dans France Nouvelle

Perlican : « J'ai parlé d'un monsieur qui est ami de l'UDR, qui a toujours, jusqu'ici voté pour l'UDR, et qui a participé à l'un de nos débats. Eh bien, il est reparti en emportant des programmes. Il a organisé une réunion avec des personnes de sa connaissance, de ses fréquentations, de son milieu politique. Il leur a expliqué tout ce que le programme commun avait de positif, et pourquoi il représentait l'avenir. Je connais également une autre personne, centriste très affirmée, qui a pris la même initiative. » (France Nouvelle, 8-1-73.)

(8-1-73) : « Compte tenu de l'ampleur du rassemblement auquel il faut parvenir pour aboutir au succès du programme commun... nous pensons que l'on ne peut plus voir les choses comme par le passé. Par exemple, peut-on continuer à employer la formule « gauche contre droite », au sens où on l'entend ? Nous ne le pensons pas. L'Union Populaire va infiniment au-delà de cette limite. L'Union de la Gauche est concrétisée, aujourd'hui, par un programme de gouvernement... qui offre les conditions optimales de la réalisation de l'Union Populaire. Dans ce sens, l'Union de la Gauche est un pôle d'attraction, un catalyseur. Et ses effets sont ressentis bien au-delà des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans les partis de gauche... »

Ainsi, les choses sont claires : au bout du dialogue Pompidou-Marchais-Mitterrand, il y a l'Union Populaire élargie jusqu'à l'UDR.

des relations de travail de type asiatique ?

LE GAULLISME : UN BILAN

« Calculés en dollars, les salaires français sont d'environ un quart inférieurs aux salaires allemands et se situent au même niveau que les salaires italiens. Combinés avec une productivité qui est l'une des plus élevées d'Europe, cela donne des coûts salariaux par unité produite les plus faibles de tous les pays industrialisés, presque au même niveau que le Japon. »

La dégradation constatée par *Entreprise* du 4-10 janvier 1973 des conditions de vie (salaires bas) et de travail (« productivité » c'est-à-dire surexploitation) est claire. Le cynisme du patronat et du gouvernement n'a en effet pas de bornes.

Le même jour *Entreprise* constatait cette situation de l'économie française. L'Usine Nouvelle écrivait :

« ... le système a apporté (aux Français) la prospérité ... L'empire économique (du Japon) s'est édifié dans un mépris des commodités élémentaires de la vie que le vieux continent ne supporterait pas. »

Le patronat français, pour réaliser cet exploit, a utilisé à plein les ressources de son Etat, réalisant un nombre important de « réformes » :

« renforcement du rôle des banques et des institutions financières ». (« *Entreprise* ».) Sur tous les plans, le patronat et les banques mettent en coupe réglée la population laborieuse du pays.

Pour ne prendre qu'un exemple, relevé par les militants des PTT :

« Les travailleurs, les paysans, les petits commerçants, les artisans, ceux-là qui sont exploités, menacés par les trusts capitalistes, se voient privés du service public des PTT parce que ces mêmes trusts entendent mettre les PTT à leur service exclusif. »

Dans les Télécommunications, déjà des milliers d'emplois de téléphonistes sont supprimés, des milliers d'autres vont l'être ; c'est le prix de l'automatisation, dit le ministre. Pendant ce temps, toujours, des centaines de milliers de demandes d'abonnement non satisfaites. Pendant ce temps, CODETEL, FINXTEL, AGRITEL, CREDITEL prospèrent ; ce sont les sociétés qui permettent aux banques d'investir dans les Télécommunications. Les marchés passés avec les trusts du téléphone, de l'électronique, des câbles, sont chaque jour plus importants : ITT, LMT, CGEF tiennent entre leurs mains le développement des Télécommunications. »

La nature de la politique du capital est établie clairement, ses moyens également : en s'appuyant sur le régime du coup d'Etat de 1958 au mépris des libertés démocratiques fondamentales, en ayant instauré un régime bonapartiste, les trusts, les banques, le capital ont mis la population laborieuse en coupe réglée sur tous les plans.

De là découle l'aspiration au changement durable, véritable, qui est celle de millions de travailleurs, qui s'est exprimée dans la grève générale, dans le NON au référendum, qui s'exprimera par le vote massif pour les partis ouvriers aux prochaines élections.

Pourtant, l'Expansion peut écrire :

« Après le traumatisme de 1968, la politique sociale du gouvernement Chaban Delmas, et la relative sagesse des syndicats ont sauvegardé la marge de compétitivité conférée par la dévaluation... »

« Parmi les facteurs qui expliquent... que la France ait connue une période de relative paix sociale, il en est un qu'il ne faut pas sous-estimer : la politique sociale... associant les syndicats à la politique contractuelle par la voie des « contrats de progrès ». »

Les directions des organisations syndicales ont pris la responsabilité, en signant récemment plusieurs contrats de ce type (SNCF, Renault, Citroën, RATP, Charbonnages, etc.) d'avalliser la politique patronale et gouvernementale dont les résultats pour le travailleur sont cependant connus et dénoncés.

L'Expansion, organe de grand capital lié au groupe Servan-Schreiber, s'en félicite, comme l'Usine Nouvelle, organe de grand patronat de la sidérurgie.

communiqué des organisations laïques du val de marne

Les enseignants, dans leur grande majorité, ont suivi la bataille des organisations laïques contre le gouvernement.

Près de 100 000 mille d'entre eux ont participé à la manifestation de la Nation à la République.

Le grand capital, pour ses besoins en main-d'œuvre « adaptée », utilise l'offensive cléricale pour aller encore plus loin.

C'est la question des patrons dans l'école qui est posée.

C'est pourquoi les 28 instituteurs de l'école Henri Wallon à Vitry ont protesté, comme R. Mignot la semaine dernière, contre les affirmations de la fédération du Val-de-Marne du PCF qui les traitait d'anti-communistes et de diviseurs parce qu'ils entendaient interdire aux crèches et aux patrons l'entrée de l'école publique.

Les organisations laïques du CDAL Val-de-Marne ont, à ce sujet, adopté le communiqué suivant :

« Les organisations soussignées, membres du CDAL Val-de-Marne :

« Constatent le succès important qu'a représenté la mobilisation unitaire des laïques, à son initiative, autour du CDAL 94 et des organisations qui la soutiennent, lors de la manifestation du CNAL du 9 décembre, soutenue par les partis politiques de gauche et les organisations laïques. »

« Au moment où les forces opposées à l'école laïque redoublent d'offensive contre elle, les organisations du CDAL considèrent que les conclusions du colloque du CNAL de mai 1972 n'ont rien perdu de leur justesse : ce sont effectivement les féodalités économiques et la hiérarchie catholique qui tentent de mettre la main sur l'école publique, soutenues en cela par un gouvernement à leur service. »

« Il n'est donc pas étonnant d'entendre les crânes indignés de tous les tenants de l'enseignement dit « libre » et cléricale à la suite du succès important de la mobilisation des laïques. »

Ainsi, de la réaction de « l'Association Parlementaire pour la Liberté de l'Enseignement » animée par le directeur du quotidien « La Nation », M. Habib Deloncle, qui feint de confondre prêtres et croyants. »

« Les organisations laïques du CDAL 94 font leur le point de vue de A. Oulliac, secrétaire général du SNI, qui écrivait récemment : »

« La laïcité demeure pour nous un principe intangible... Elle ne doit jamais être sacrifiée à des intérêts circonscrits. En ces temps électoraux, ne fallait-il pas le redire ? »

« Il s'agit bien, en effet, de la position traditionnelle des défenseurs de l'école laïque qui tiennent à laisser la lutte engagée depuis 1958 contre les plans des patrons et bourgeois (foire Debré, puis Debré-Pompidou) en dehors des divisions politiques et partisanes qui pourraient exister. »

Toute tentative d'utilisation ou de manipulation de la lutte des laïques du

Val-de-Marne sera en conséquence vaine.

« Il n'est pas dans les projets des organisations du CDAL 94 d'engager une quelconque polémique avec des organisations qui déclarent le soutien à celles qui puissent être les prises de position, en particulier électorales, de celles-ci, mais l'obligation de réserve qui est la nôtre ne peut nous faire taire lorsque c'est justement l'action laïque de nos organisations qui est directement attaquée et calomniée. »

« Qualifier des mots d'ordre laïques (« pas de prêtres chez nous, pas de patrons à l'école », que personne de bonne foi ne peut assimiler à une volonté d'évincer les croyants de l'enseignement) de « slogans anti-communistes de division », voilà qui a surpris les laïques et les démocrates du Val-de-Marne. »

« En ce qui concerne nos organisations, il s'agit là des mandats que nos adhérents ont librement déterminés et nous ne pouvons accepter la brutale ingérence dans les affaires intérieures de nos organisations, par vocation indépendantes, de tout parti et de toute organisation politique ou religieuse, que représente le communiqué du 14 décembre 1972 de la Fédération Val-de-Marne du PCF. »

« En ce qui nous concerne, nous ne pensons pas qu'il s'agisse là de la meilleure manière de défendre l'école et la laïcité ; nous laissons à leurs auteurs la responsabilité de tels actes et continuerons, comme par le passé, à développer l'activité qui est la nôtre pour la défense de l'école, qui se confond avec celle de la laïcité. »

Délégués Départementaux de l'Education Nationale du Val-de-Marne, Fédération des Œuvres Laïques du Val-de-Marne, Fédération de l'Education Nationale du Val-de-Marne, Syndicat National des Instituteurs du Val-de-Marne.

Le sens de la campagne de l'OCI (2)

pourquoi 20 candidats ?

L'OCI, appuyée par l'AJS et l'Alliance ouvrière présente vingt candidats. La décision a été prise dans le cadre des problèmes que l'avant-garde révolutionnaire doit résoudre, en relation avec l'analyse fondée sur l'ensemble des éléments caractérisant la situation présente.

La première question à résoudre est de principe. Pour les marxistes, réduire la participation aux élections à une tribune est une conception erronée. La lutte de classes se déroule sur tous les terrains ; il n'y a pas pour le prolétariat révolutionnaire de terrain privilégié. Le problème est politique : sur quelle ligne et pour quels objectifs dans une situation donnée, on combat. Dans les élections, l'OCI combat pour le Front unique ouvrier sur l'objectif du gouvernement ouvrier se substituant à toutes formes de gouvernement bourgeois.

Nous qui voulons autant et plus que d'autres défaire la « droite » aux élections, pour défaire la bourgeoisie, nous constatons que tel n'est pas l'objectif de l'union de la gauche. Nous présentons, en conséquence, des candidats.

Ainsi, la présentation des candidats de l'OCI appuyée par l'AJS et l'Alliance ouvrière s'inscrit sur une ligne politique d'opposition à toutes formes de collaboration de classes, comme contraires aux intérêts des travailleurs. Nous affirmons que ce que veulent les millions et millions

de travailleurs qui ne veulent plus du gouvernement Pompidou-Messmer, c'est un gouvernement qui s'engagerait à donner satisfaction à leurs aspirations. Ces millions et millions savent également qu'un gouvernement où siègeraient des représentants du grand capital refuserait les revendications véritables. Mais ce que les masses ne savent pas encore, c'est comment imposer un gouvernement à eux, le gouvernement ouvrier.

Les millions et millions de travailleurs ne pourront surmonter les contradictions de leur propre situation que par leur propre expérience, éclairée par l'activité d'une avant-garde. C'est là que s'insèrent de nouvelles contradictions à résoudre et les principales d'entre elles, qui se situent dans la volonté des travailleurs d'en finir avec le régime bourgeois, le contrôle exercé sur les organisations de masse par des partis qui affirment ouvertement ne pas vouloir remettre en cause le régime bourgeois et le caractère encore étroit de l'organisation des révolutionnaires. Ces contradictions ne pourront être levées que progressivement, pas à pas, au travers des luttes de classes.

C'est parce que l'OCI a une totale conscience de cette situation qu'avec l'AJS et l'Alliance ouvrière elle a décidé de se présenter dans vingt circonscriptions. Pas plus. Il est d'autres raisons que nous examinerons dans le numéro suivant de notre journal.

OU VONT LES DIRIGEANTS DE

Le vieux Machiavel, qui avait plus que du bon sens, du sens « moral », et certainement plus de jugement que ses détracteurs, notait : « Les armes d'autrui ou te tombent du dos, ou te pèsent ou te serrent. »

Nous nous sommes fixés pour fêter de discuter sérieusement sur la base des faits et des arguments, y compris bien entendu, avec dirigeants de la Ligue. Tel n'est pas le cas du « théoricien » H. Weber.

En lisant les deux articles rédigés par lui et publiés dans le numéro 187 de Rouge du 13 janvier 1973, la réflexion de Machiavel s'impose tout naturellement. H. Weber écrit :

« Pendant des mois, nous n'avons négligé aucun effort pour que l'AJS-OCI participe à la campagne révolutionnaire de l'extrême-gauche. »

Pendant des mois, effectivement, les représentants de l'OCI, de la Ligue et de LO ont discuté. Dans une note intérieure à la Ligue, on lit : « Dans leurs fiefs (de l'OCI, NDLR) nous maintiendrons, quoi qu'ils en aient, un ou deux candidats pour marquer fermement notre présence et leur disputer le terrain. Dans certains départements, nous ne leurs disputons pas l'hégémonie (1) dans toutes les circonscriptions (Clermont, Grenoble). Dans les zones disputées, répartition à l'amiable des circonscriptions (Lyon et Saint-Etienne). »

Au cours même des négociations qui ont débuté en mai 72, au moment où les discussions s'amorcent (juin 72), la Ligue-LO affirmait leur accord avec l'OCI pour garantir une certaine clarté. La Ligue-LO déclaraient vouloir chercher avec l'OCI les moyens pour que les candidats des trois organisations ne s'opposent pas dans les circonscriptions. L'expression publique des positions politiques respectives des pouvant être mise en question pour l'OCI.

On voit, par la citation ci-dessus de leur note intérieure, que les dirigeants de la Ligue, ou plutôt certains d'entre eux, dans le style héroïque-boursois propre à la maison, ont toujours estimé que la Ligue-LO devaient se maintenir, quelque nous en ayons, dans ce qui qualifient comme les fiefs (1) de l'OCI.

H. Weber, quant à lui, n'a jamais caché sa position : il s'est toujours opposé à ce que soit « réalisé ce par-

tage des circonscriptions et éviter ainsi une grande part de confusion » dont parle Filoche dans un article, ce qui était la position de l'OCI dans les négociations.

Celle de Weber-Krivine était tout autre. Ils n'entendaient pas aboutir. La confusion des candidatures étant le cadeau apporté, par la Ligue-LO, dans la corbeille de mariage avec l'union de la gauche. Quoi qu'il en soit, les « armes » du truquage et de la confusion utilisées par H. Weber sont bien celles « d'autrui ». Ces armes pèsent et serrent de telle façon les dirigeants de la Ligue que déjà elles leur « tombent du dos ». La vérité est révolutionnaire, enseigne Trotsky.

H. Weber 1970 condamne H. Weber 1973

On sait que pour les dirigeants de la Ligue, le Programme de transition adopté par la Conférence constitutive de la IV^e Internationale en 1938, est dépassé. Pour comprendre la réalité de notre époque, pour Weber-Krivine-Frank, on ne saurait faire référence à un document « vieux de plus de trente-cinq années ». Nous ne le pensons pas.

Admettons, pour un moment, la « qualité », si l'on peut dire, de cet argument. Concéderons leur ce jugement du petit-bourgeois vulgaire qui ne « croit que ce qu'il voit ». H. Weber est membre du Comité central de la Ligue. Le CC de son organisation a adopté, dans sa réunion des 24 et 25 mai 1970, un document analysant le PCF. H. Weber a voté ce texte qui se présente comme fondamental et de principe. Ce document n'est pas vieux de trente-cinq ans, il date d'à peine deux années et demie.

Le 25 mai 1970, H. Weber, au CC dans Rouge : « Peut-on légitimement transposer l'analyse trotskyste du Front populaire à la réalité de l'union de la gauche ? Bien évidemment non. » C'est clair, c'est formel.

Le 23 mai 1970, H. Weber, au CC de la Ligue, a adopté un texte. Il y est dit : « La ligne frontiste a souvent changé de visage, mais reste fondamentalement la même. Elle prit le nom de Front populaire, puis de Front des Français, puis de Front républicain, enfin Union de la gauche. »

conférence de presse de l'O.C.I.

Mercredi 10 janvier, l'O.C.I. a convoqué une conférence de presse pour expliquer les raisons de sa participation aux prochaines élections législatives. La grande presse est restée fort discrète sur l'exposé du camarade Stéphane Just qui aborde tant l'analyse de la situation politique que celle des raisons qui ont amené l'O.C.I. et l'A.J.S. à présenter vingt candidats.

« Ces élections législatives se situent à un carrefour des antagonismes de classe. » Et l'orateur d'expliquer ensuite longuement comment, « pour la bourgeoisie, le système politique hérité de De Gaulle est en pleine décomposition, tels que témoignent les scandales, la fuite des « vieux compagnons » du gaullisme, l'échec incontestable du référendum d'avril 1972. »

« Nous arrivons aux conclusions de ce qui s'est noué il y a quatre ans dans la grève générale puis avec la défaite de De Gaulle lors du référendum d'avril 1969 : la V^e République ne fait que se survivre. »

Rappelant que les élections législatives auront lieu dix ans après la grève des mineurs de mars 1963, l'orateur montrait comment cette grève, déjà, « brisait l'offensive déclenchée par De Gaulle pour écraser la classe ouvrière, préparait la maturation politique qui a abouti à la grève générale 1968 et la décomposition politique qui a suivi. »

Et le conférencier de conclure : « Il est apparu que malgré tous les échecs subis par le bonapartisme, la V^e République survivait. La raison est interne au mouvement ouvrier, parce que le PS et le PCF se sont arrangés pour ne pas postuler à l'avènement d'une forme gouvernementale correspondant aux aspirations de la classe ouvrière. »

« Le problème central posé aujourd'hui à la classe ouvrière est celui-ci : comment ouvrir une voie politique propre pouvant garantir la satisfaction de toutes les revendications ? Comment imposer un gouvernement qui la représente ? L'apparence du « calme » actuel ne doit pas être prise pour le signe d'un reflux de la classe ouvrière, mais comme celui d'un processus de maturation politique difficilement saisissable pour autant que le PS et le PCF n'ouvrent pas cette voie politique. »

« Alors qu'en juin 1968 les élections avaient pour objet de trahir la grève générale, il s'agit aujourd'hui de l'inverse. La classe ouvrière y voit le moyen de se rassembler, de s'ouvrir une voie politique. C'est en ce sens qu'elles sont un carrefour. »

Et l'orateur de poursuivre : « L'O.C.I. participera à cette bataille politique avec les masses. Pourquoi présentons-nous vingt candidats alors que nous n'avons pas d'illusions électoralistes ou parlementaristes ? Nous sommes pour la défaite totale de l'UDR et de tous les partis bourgeois dans ces élections. Nos vingt candidats correspondent aujourd'hui aux besoins de la construction de l'O.C.I. et de l'A.J.S., ils seront vingt points d'appui à notre combat car l'essence de la lutte engagée c'est la construction de l'outil indispensable, le parti révolutionnaire. »

« Nous menons une campagne politique nationale dont l'axe est la bataille pour le Front unique des organisations de la classe ouvrière. La nature des problèmes politiques à résoudre exige aujourd'hui que le gouvernement à constituer soit un gouvernement du PS et du PCF ayant pour tâche de s'attaquer à la bourgeoisie, un gouvernement sans représentation politique de la bourgeoisie. »

« Notre campagne nationale aura pour mots d'ordre centraux : Rompez avec la bourgeoisie, pas de ministres capitalistes ! Stéphane Just aborda enfin la question de l'Union de la gauche, faisant remarquer que « l'introduction des Radicaux de gauche en son sein constituait une passerelle vers les politiciens de la majorité. »

« L'Union de la gauche n'est rien d'autre que l'unité des forces bourgeoises pour faire barrage au mouvement de la classe ouvrière vers le pouvoir. Ainsi la Ligue communiste se désiste au second tour pour l'Union de la gauche. La Ligue, rejointe par Lutte Ouvrière, se rallie à la politique du Front populaire qui signifie l'étranglement de la classe ouvrière. En ce sens, ils sont les fiancés-gardes de la gauche sans rivage à droite et présentent des candidats crypto-staliniens propulsés par la bourgeoisie. En aucun cas nous n'appellerons à voter pour de tels candidats qui se présentent contre le trotskysme. Nous opposons le front unique des organisations ouvrières à l'Union de la gauche. »

LA LIGUE "COMMUNISTE" ? (4)

Premier point. Pour Weber modèle 70, l'Union de la gauche est une nouvelle dénomination de ce qui reste fondamentalement la même ligne du Front populaire. Pour Weber modèle 73, rappeler, comme le fait l'O.C.I., ce que Weber 70 estimait alors correct, devient « sectaire, opportuniste, réformiste » et autres qualificatifs qui s'ils étaient exacts, devraient pour le moins amener Weber 73 à dénoncer le réformisme du Weber 70.

N'en attendons pas tant. Poursuivons.

H. Weber, au début de l'hiver 1973, écrit : « C'est l'hégémonie du PC dans l'alliance qui donne à l'Union de la gauche sa nature de classe, avec ou sans les radicaux. Les radicaux de gauche ne représentent pas la grande bourgeoisie... C'est pourquoi le ralliement des radicaux de gauche ne signifie nullement que l'Union de la gauche est une alliance de classe entre le prolétariat et le grand capital sous la direction de ce dernier. »

Au printemps 1970, à une époque déjà lointaine pour Weber, il a adopté, comme membre du CC de la Ligue, ce document où nous lisons :

« La ligne frontiste (c'est-à-dire Front populaire, Union de la gauche, NDLR) — dans son élaboration quasi-définitive — a été fixée une fois pour toutes en 1934-35. Avec cette ligne on ne mettra jamais en avant, non seulement l'éventualité d'une révolution socialiste, mais encore les problèmes de la prise du pouvoir... Les staliniens ont renoncé à toute perspective de prise de pouvoir révolutionnaire. Il faut d'abord assurer l'union la plus large... Le PCF propose une alliance électorale aux couches moyennes, par l'intermédiaire de prétendus représentants politiques de la petite-bourgeoisie... Tous ceux qui apparaissent aux yeux du PCF comme les dépositaires des intérêts de ces couches moyennes ne font qu'utiliser le peu de confiance que leur donne encore une partie de la petite-bourgeoisie pour la déposer dans les mains de la grande. Sinon, pourquoi le PCF boude-t-il Servan-Schreiber quand il fait la cour au parti radical ? »

« A ce que l'on sache, et Weber 70 le confirme, le parti radical était déjà ce débris dont les radicaux de gauche sont eux-mêmes les débris. Ce point d'accord étant établi, si Weber était de bonne foi, il serait amené à ex-

pliquer : « En 1970, j'estimais que l'Union de la gauche, nouvelle appellation du Front populaire, est toujours "l'alliance électorale" du PCF, du PS et du parti radical, alliance du même type que ces trois partis ont conclue contre la montée révolutionnaire de 1936. L'Union de la gauche fait apparaître "les débris du parti radical comme les dépositaires des intérêts de ces couches moyennes (qui) ne font qu'utiliser le peu de confiance que leur donne encore une partie de la petite-bourgeoisie pour la déposer dans les mains de la grande" c'est-à-dire du grand capital. »

« En 1970, le CC de la Ligue, dont je suis membre, était d'accord avec les "lambertistes" qui continuent de combattre sur ce que nous pensions également il y a seulement 30 mois (non pas 35 années, mais 30 mois). »

En 1973, Weber se citait lui-même, pourrait dénoncer le Weber 70 comme un affreux « lambertiste » ayant alors adopté un texte où était critiquée la politique du PCF d'Union de la gauche comme s'opposant à « une politique de classe (qui) consisterait à drainer la petite-bourgeoisie dans le camp du prolétariat en démontrant avec fermeté les capacités de lutte du prolétariat. »

Weber 73 condamnant le Weber 70 devrait poursuivre : « En 1970, je n'avais pas encore, tout en révisant les principes de la IV^e Internationale, rompu tous les liens avec le trotskysme. C'est pourquoi je m'opposais, avec tout le CC de mon organisation, à l'Union de la gauche, forme moderne du Front populaire de collaboration de classe, qualifié par Trotsky et la IV^e Internationale comme une politique de trahison. Aujourd'hui, nous, dirigeants de la Ligue, nous avons, à notre 3^e congrès, abandonné définitivement les principes de la IV^e Internationale pour nous ranger sur les positions de l'Union de la gauche-Front populaire... »

Si Weber et la majorité de la direction de la Ligue étaient de bonne foi, voilà ce qu'ils expliqueraient. Mais il ne s'agit pas là uniquement de bonne foi. Le passage sur les positions de l'Union de la gauche (du Front populaire), c'est le passage dans le camp « d'autrui », dans le camp de la collaboration de classe. Nous n'en avons pas fini.

après la rencontre POMPIDOU-BREJNEV

Les dirigeants du PCF affirment que leur politique est conforme aux principes de l'internationalisme prolétarien, politique dont la pierre de touche est constituée par les relations qu'ils entretiennent avec les dirigeants de l'URSS.

C'est donc au nom de l'internationalisme prolétarien que L'Humanité a présenté le communiqué commun de la rencontre entre Brejnev et Marchais de la fin décembre. On pouvait y lire : « Les deux partis constatent avec satisfaction que dans l'arène internationale se développe un processus de détente et que s'affirment les principes de la coexistence pacifique et de coopération à l'avantage mutuel entre pays de systèmes sociaux différents. »



Moins de quinze jours après, M. Pompidou, chef de l'impérialisme français, était reçu par Brejnev en Biélorussie. Pompidou déclarant que l'échec des élections législatives n'avait rien à voir avec cette rencontre.

Mais L'Aurore, organe d'une fraction du grand capital, ne mâche pas ses mots : « De même que M. Nixon n'aurait pas été invité au Kremlin l'année dernière si sa réélection n'avait paru assurée, de même M. Brejnev aurait sans doute retardé son invitation à M. Pompidou s'il attendait vraiment de grands bouleversements des prochaines élections en France. Que les maîtres de l'URSS ne misent pas sur la victoire de l'union de la gauche, tout, dans leur comportement et dans le ton prudent de la presse moscovite, semble le démontrer. »

Et le Journal de Genève signale que « les deux hommes d'Etat peuvent, d'entrée de jeu, se déclarer satisfaits, ce qui n'est pas sans utilité pour le président de la République dans la perspective des élections françaises. »

La presse a fait remarquer qu'avant même l'arrivée de Pompidou en URSS, le communiqué final, définissant l'excellence des relations franco-soviétiques, était déjà rédigé.

La dernière rencontre Pompidou-Brejnev date d'octobre 1971 à Paris et s'était conclue par une déclaration commune. L'Humanité du 11 janvier écrit à ce propos : « Si M. Pompidou appliquait intégralement les engagements contenus dans la déclaration commune et les principes définis en 1971, les promoteurs du Programme de la gauche ne seraient pas les derniers à s'en réjouir. »

Brejnev, quant à lui, s'est déclaré convaincu de la bonne foi et de la volonté du président de la République d'appliquer « les engagements et les principes. »

Au lendemain de la rencontre Pompidou-Brejnev, on apprenait par le communiqué commun que l'URSS et la France impérialiste se félicitaient de la « justesse de leur politique menée pour la sécurité de l'Europe ». Sur le Vietnam, même accord, de même au Proche-Orient, il faut appliquer la résolution du 22 novembre 1967 du Conseil de Sécurité qui élimine le peuple palestinien du « plan de paix » impérialiste. Le communiqué affirme enfin que les « consultations franco-soviétiques » du type de celle de Biélorussie répondent aux « exigences de la paix en Europe et dans le monde. »

Et L'Humanité du samedi 13 janvier, au lendemain du voyage de Pompidou, de commenter : « Il reste cependant que la rencontre de Zaslavi se révélerait utile si le gouvernement français confirmait par des actes concrets et sans plus attendre les déclarations d'intention de M. Pompidou. »

De nouveau, c'est au président de la République qu'il est fait appel pour mettre en œuvre une politique définie en commun avec les dirigeants de l'URSS et dont ceux-ci affirment qu'elle est conforme aux principes de la coexistence pacifique, fondement de l'internationalisme prolétarien tel qu'il est conçu par les dirigeants du PCF et par Brejnev.

A deux mois à peine des élections législatives, n'y a-t-il pas là une nouvelle indication qui éclaire la satisfaction de Marchais de voir Pompidou déclarer vouloir « respecter la Constitution » ?

VIETNAM QUELLE PAIX ?

M. William Clements, membre du gouvernement américain, secrétaire-adjoint à la défense est peut-être un irresponsable. On nous permettra d'en douter.

Il vient en effet de déclarer qu'il ne lui était pas possible de repousser par avance l'usage de la bombe atomique au Vietnam. La Maison Blanche s'est empressée de démentir.

La vérité est que le Nord négocie sous le plus abominable des chantage. Nixon le boucher n'hésiterait pas à user de tous les moyens en sa possession pour faire plier le genou aux combattants vietnamiens. Et pour tenter de perpétuer la division du pays. Ne vient-il pas de rappeler (New York Times, 2-1-73) que la puissance militaire pouvait être utile pour la réalisation d'objectifs non militaires ?

Ces différentes déclarations étaient faites quelques jours avant que Brejnev ne

reçoive Pompidou en Biélorussie. A l'occasion de quoi il a jugé nécessaire de déclarer aux journalistes : « L'affaire va peu à peu vers son terme. Actuellement, il y a négociations. Chaque partie a ses intentions propres. Mais, de toutes façons, les négociations sont en train. Ce qui n'était pas le cas il y a huit ans. Le seul fait qu'on négocie signifie que les deux parties ont le désir et la volonté de régler la question par des moyens pacifiques. »

Au fait ? Pourquoi cette dernière phrase a-t-elle été omise dans le compte rendu de L'Humanité ?

Le Vietnam a été écrasé sous les bombes, Nixon mutilé le pays. Mais, pour Brejnev, tout va bien. Et qui plus est, par des « moyens pacifiques ». Comme on le voit aujourd'hui 16 janvier, un accord serait imminent. Nixon a une nouvelle fois « suspendu » les bombardements sur le Nord. L'ignoble « chantage » aurait-il abouti ?

le problème de toutes les bourgeoisies d'Europe :

« MODIFIER LES STRUCTURES SANS DÉTRUIRE L'ÉDIFICE »

(Le Journal de Genève)

● **EN BELGIQUE.** La grève imminente aux usines Ford d'Anvers a éclaté. Vendredi 12 janvier les 600 ouvriers de l'équipe du matin ont cessé le travail. Les grévistes veulent la satisfaction des revendications portant sur des modifications à apporter au contrat de travail.

● **EN ESPAGNE.** A nouveau de grandes grèves se déroulent à El Ferrol où Franco avait envoyé la troupe contre les travailleurs en lutte au printemps dernier. La plupart des 6 000 ouvriers des chantiers navals Astano sont entrés en grève le 12 janvier pour obtenir des augmentations de salaires. Immédiatement Franco a envoyé une nouvelle fois au Ferrol d'importantes forces de police.

De nouvelles manifestations d'étudiants ont eu lieu à Madrid la semaine dernière. Deux mille étudiants qui entreprenaient à pied le trajet de dix kilomètres séparant l'université du centre de la ville, pour protester contre l'augmentation des tarifs d'autobus, ont été dispersés par la police.

● **EN ALLEMAGNE.** Des grèves d'avertissement mobilisant au moins 22 000 métallurgistes du Bade-Wurtemberg et de la Sarre ont éclaté le 10 janvier. Il s'agit de mouvements spontanés de débrayage indiquant le syndicat l'IG-Metall de Stuttgart, déclenchés pour s'opposer à l'attitude patronale dans les négociations salariales.

Comme il y a un an, un grand mouvement des métallurgistes se prépare dans ces deux régions. Aucun accord n'a pu, jusqu'à présent, être obtenu pour les 650 000 métallurgistes de Bade-Nord-Wurtemberg, en dépit de plusieurs séries de consultations. Le patronat offre 8 % d'augmentation des salaires mais les sections de l'IG-Metall continuent à réclamer 11 %.

● **EN ANGLETERRE.** Les statistiques indiquent que 25,6 millions de journées de travail ont été perdues pour faits de grève dans les onze premiers mois de 1972. Il s'agit d'un record depuis 1926, date de la première grève générale anglaise.

Mille ouvriers, sur 3 900 du chantier de Scunthorpe, dans le nord de l'Angleterre, se sont mis en grève le 9 janvier. La plupart sont des électriciens qui avaient déjà organisé une marche de protestation au moment du licenciement de 38 d'entre eux accusés par le patronat de ne pas donner satisfaction. Des assemblées de grévistes, caractérisées de « non-officielles » par la presse bourgeoise, ont eu lieu afin d'entraîner dans le mouvement les milliers de mécaniciens du chantier.

Dans l'usine Goodyear de Wolverhampton 3 500 travailleurs refusent de reprendre le travail devant les propositions patronales qui leur sont faites, malgré les démarches pressantes du ministère des Transports et de leur fédération syndicale.

● **EN ISRAËL.** En 1972, les grèves ont coûté 200 000 journées de travail. 1973, qui est une année électorale, s'ouvre sur une série de conflits sociaux (chez les dockers, les ingénieurs, les techniciens, les postiers). La cause en est simple : l'augmentation des salaires qui a atteint 23 à 24 % en 1972 a été annulée par une inflation galopante et une fiscalité écrasante. L'hebdomadaire *Les Informations* écrit : « La vie quotidienne redevient prioritaire : l'union sacrée » a fait long feu. »

Nous citons ici même la semaine dernière le grand hebdomadaire de l'impérialisme américain *Newsweek* qui montrait à quel point la bourgeoisie internationale avait les yeux fixés sur les prochaines élections législatives françaises qui risquent de bouleverser la carte politique de toute l'Europe et peut-être du monde entier.

L'organe de l'une des bourgeoisies les plus lucides, le *Journal de Genève*, disait cette semaine tout haut ce que toutes les classes possédantes d'Europe pensent. Ce journal écrit le 6-7 janvier 1973 : « Le mieux serait que la majorité actuelle l'emporte. Mais d'extrême justesse : la frayeur lui donnerait alors peut-être l'imagination et la force de modifier les structures sans détruire l'édifice. » Sans détruire l'édifice !!!

Toutes les tentatives des bourgeoisies de faire reculer le mouvement ouvrier sur toute la ligne sont aujourd'hui mises en échec. L'instabilité politique ouvrant la voie aux plus grandes luttes de classes est la réalité dominante de toute l'Europe. M. Heath, pas plus que Franco, ne parvient à faire taire les travailleurs qui sont en mouvement, de l'Angleterre à l'Espagne, unifiant leurs luttes à celles des travailleurs tchécoslovaques, polonais et soviétiques contre la bureaucratie stalinienne.

Ce qui se joue en mars prochain, c'est l'avenir de tout l'édifice du statu quo européen, qui risque d'être remis en question.

Les ouvriers anglais : NON A HEATH !

Le 10 janvier, pour la première fois depuis ses deux siècles d'existence, le British Museum a été fermé au public pour fait de grève. Plus significatif encore peut-être — et là aussi pour la première fois — les services du 10, Downing Street ont débrayé. Le 10, Downing Street, c'est le Matignon anglais, c'est là que se trouvent les services du Premier ministre.

Ces salariés dont certains étaient jusque là qualifiés de « loyaux collaborateurs » rejoignent, dans la grève et dans la manifestation, la journée de protestation organisée par le Syndicat de la Fonction publique contre le blocage des salaires imposé par le gouvernement Heath. L'organisation syndicale réclame une augmentation immédiate de 20 %.

Cela ne constituerait d'ailleurs qu'un « rattrapage », expliquent les responsables syndicaux. En effet, confirme Wilson, le dirigeant du Labour Party, les prix ont augmenté de 20 % dans les deux dernières années et c'est sur la base du coup porté au niveau de vie qu'entraîne cette hausse galopante que le gouvernement conservateur impose un blocage des salaires.



En principe, la période du « blocage absolu » venait à expiration, et elle devait être suivie d'une « seconde phase » plus « souple », c'est-à-dire la mise en place d'une politique « anti-inflationniste » fondée sur une coopération institutionnalisée entre le gouvernement, l'organisme patronal (le CNPF anglais) et les Trade-Unions.

La direction confédérale de ces derniers, le Trade-Unions Council s'est, pour sa part, toujours déclaré prêt à négocier un accord « volontaire » avec le gouvernement. Mais même les dirigeants les plus enclins à céder sur toute la ligne devant les exigences du capitalisme britannique ne peuvent renoncer à leur droit de négocier librement des accords de salaires, des conventions collectives, car ce serait remettre en cause ce qui fonde leur position : l'organisation syndicale elle-même.

Or le gouvernement Heath entend que la « seconde phase » de sa politique « anti-inflationniste » — c'est-à-dire de sa politique anti-ouvrière — ait force de loi. Toute augmentation de salaire dépassant les normes prescrites et imposée par l'action syndicale serait passible de poursuites judiciaires contre les organisateurs du mouvement.

Plus que les intentions de tel ou tel dirigeant la colère montante qui s'est affirmée dans la grève des fonctionnaires permettait d'affirmer, qu'à cette étape, les prétentions de Heath d'obtenir la caution des organisations syndicales serait balayée.

Et c'est Vic Feather, le secrétaire général des Trade-Unions, le symbole même du réformisme et de la collaboration des classes qui déclarait que le « gouvernement se faisait des illusions ».

La Commission économique des Trade-Unions a décidé de ne pas accepter de coopérer à une politique des revenus qui impliquerait une restriction des droits syndicaux imposée par la loi, et trois de ses membres (représentant les syndicats de la métallurgie, de la construction navale et de l'imprimerie) ont même voté pour qu'aucune délégation syndicale ne participe aux conversations « tripartites » organisées par Heath.

C'est qu'au moment même où les fonctionnaires débrayaient, la grève menaçait chez les gaziers et le syndicat des mineurs déposait une demande d'augmentation d'environ 90 F par semaine.

Heath a déjà fait un pas en arrière en acceptant « exceptionnellement » de discuter avec les gaziers...

Il y a quelques années, la politique économique de la Grande-Bretagne était définie comme une politique de « go and stop », c'est-à-dire d'alternance entre des coups de fouet à l'expansion et des coups d'arrêt à l'inflation.

Aujourd'hui, c'est la politique anti-ouvrière du gouvernement Heath qui obéit à ce principe : Heath entame des offensives successives contre les travailleurs mais ne peut les mener jusqu'au bout.

Cette oscillation exprime la profondeur de la crise qui mûrit en Angleterre et qui se relie à l'ensemble de la situation politique en Europe : la récente victoire électorale de la social-démocratie en Allemagne occidentale, par exemple, vient renforcer la détermination des travailleurs anglais de chasser les représentants du patronat et d'imposer un gouvernement du parti dans lequel ils se reconnaissent, le Labour Party, non pour sauver une fois encore le régime capitaliste, mais pour satisfaire leurs revendications.

Hongrie : de nouveaux combats les aveux de la

Comme dans les autres pays de l'Est et en URSS même, la réforme de l'économie, mise en vigueur en Hongrie à partir du 1^{er} janvier 1968, est définie en premier lieu par le « principe de la rentabilité ». Selon ce principe, chaque entreprise de l'industrie nationalisée considérée à part, et non pas seulement l'ensemble de l'économie dans le cadre du plan, doit assurer son équilibre financier et même faire des bénéfices. Elle est donc obligée d'orienter sa production, non vers la satisfaction des besoins des masses travailleuses comme le voudrait une économie réellement socialiste, mais vers ceux des consommateurs qui ont dans leurs portefeuilles de quoi payer pour ce qu'ils estiment propre à satisfaire leurs besoins : en second lieu, la réforme se fonde sur le « système des incitations matérielles », « incitant » le travailleur à produire plus au moyen des avantages « matériels » qu'il est censé en tirer (cela s'appelle « l'émulation socialiste » — quelles catégories sociales en tirent effectivement avantage ? nous le verrons bientôt). Rien, à cet égard, de spécifique en Hongrie, et c'est à bon droit que János Kádár a pu déclarer le 12 mars 1971 à *United Press* qu'il n'y avait pas « de voie spécifiquement hongroise » du socialisme.

Des privilèges sans cesse croissants

L'ouverture de l'éventail des salaires par laquelle la bureaucratie se constitue comme caste en URSS et dans les pays de l'Est est encore considérablement élargie à partir du 1^{er} janvier 1973.

Les directives du plan quinquennal (1971-1975) prévoient que les salaires « devront être beaucoup plus différenciés, en fonction du rendement individuel, de la qualification technique et des responsabilités de chacun ».

Ce n'est d'ailleurs là qu'une partie de la réalité. Le bénéfice éventuel réalisé par une entreprise sert notamment à alimenter le « fonds de participation » dans lequel, au début de la mise en œuvre de la réforme, on pouvait puiser de quoi majorer de 50 à 80 % les salaires des cadres moyens ou supérieurs, alors que les autres travailleurs ne touchaient qu'une prime de participation d'au plus 15 % de leur salaire. Ce « trait spécifiquement hongrois » a amené Kádár à déclarer, dans le rapport qu'il a présenté au CC du parti stalinien hongrois le 14 novembre 1972, quelques jours avant l'arrivée de Brejnev, que « si le niveau de vie a augmenté globalement », « le revenu de certaines familles de travailleurs a augmenté très peu ou pas du tout » (ce qui veut dire que, compte tenu de la hausse des prix, il a diminué), car « la répartition des primes d'intéressement aux bénéfices a été inégale ou injuste. Il faut y remédier ».

Pourtant, depuis 1970, ces primes de bénéfices sont censées être réparties selon un pourcentage forfaitaire de leur salaire entre tous les travailleurs. Il est vrai que les dirigeants perçoivent en surplus une « prime sur le bénéfice » qui peut être de l'ordre de 30 à 50 % du salaire annuel, pourcentage relevé par la revue du PCF, *Économie et Politique* (janvier 1972).

Ces remarques sont d'ailleurs encore loin d'épuiser la différenciation réelle des revenus, puisqu'un nouveau système d'impôt sur les revenus a été introduit en 1971, taxant « lourdement » les revenus mensuels supérieurs à 10 000 forints. Il faut remarquer que ces revenus ne sont pas mentionnés dans le barème syndical des salaires pour 1973, les bénéficiaires de tels revenus sont bien entendu « ces cadres qui décident de tout », selon les paroles de Staline, et que les statistiques de la bureaucratie ne mentionnent jamais.

Mais il en est d'autres qui perçoivent des revenus mensuels supérieurs à 10 000 forints. Une brochure de la Documentation française (28-2-1970) relevait que « l'augmentation de plus de 20 % (en 1969) de la production de l'industrie dite privée est révélatrice ». Ce sont les petits artisans indépendants qui profitent des possibilités offertes par la réforme. Ils bénéficient d'un statut considérable de l'approvisionnement de la population en articles de consommation.

ats s'annoncent (2) bureaucratie

Ce « petit artisan indépendant » [qui, il est vrai, se ravitaillait en matières premières au marché noir, exploite férocement et tout à fait légalement, outre sa propre famille, un certain nombre d'apprentis, et vend ses produits sur le marché des prix libres] n'est pourtant pas seul à voir ses revenus enfler.

Deux ans plus tard, le même journaliste que nous venons de citer, M. Thomas Schreiber, portant thuriféraire fidèle du régime Kadar — « *Beaucoup de Hongrois établis en Occident séjournaient dans leur pays d'origine à l'occasion de l'imposante Exposition mondiale de la chasse, l'un des grands événements de l'année 1971* » — doit constater « l'apparition d'une nouvelle couche de privilégiés (parmi lesquels se trouvent, outre les petits commerçants et artisans, une partie des représentants des professions libérales) ». Parmi ces « représentants des professions libérales » faut-il compter les prêtres catholiques, salariés par l'Etat, Kadar ayant fait entre temps sa paix avec Rome ?

« L'industrie dite privée »

« L'industrie dite privée » revêt pourtant bien d'autres visages que celui du « petit artisan », du « commerçant », de l'architecte, etc. Le cas du bâtiment nous ouvre des horizons à cet égard.

Dans son rapport du 14 novembre 1972, Kadar constate que le problème du logement reste « le problème crucial de la Hongrie ». Or, en 1971-1972, on a bien construit 155 000 logements neufs, au lieu des 143 000 prévus par le plan. Mais « la structure de la construction de logements a changé, car la construction d'Etat est inférieure de 8 000 unités aux prévisions du plan, cependant que la construction privée a dépassé le plan de 20 000 unités » ; les objectifs de la construction d'Etat ne seront réalisés, eux, qu'avec six mois de retard sur le plan.

La construction « privée » est florissante, ce terme désignant la construction pour le compte d'un particulier qui la commande. A qui la commande-t-il ? A ce qui s'appelle officiellement « coopérative », et est dirigée par un chef de travaux auquel les nouveaux riches s'adressent pour se faire construire un pavillon particulier, par exemple une villa leur servant de résidence secondaire sur les bords du lac Balaton — résidence secondaire que l'agence officielle de tourisme IBUSZ se chargera de louer à un touriste occidental pendant la « saison ». Quant au « chef de travaux » de la coopérative, il cumule bien souvent son activité rémunératrice avec celle de cadre supérieur d'une entreprise industrielle ou de haut fonctionnaire ; il sera ainsi bien placé pour se procurer les matériaux de construction et les capitaux indispensables à l'exercice de son second métier.

Il reste cependant à Kadar à déclarer : « Nous devons nous opposer à la réalisation dans les villes de quartiers purement décoratifs et trop coûteux, aussi bien qu'à la construction de villas luxueuses... Nous nous prononçons catégoriquement contre toute possibilité d'emploi de procédés non justifiés de spéculation, d'accaparement... Quel aveu ! Kadar, premier secrétaire du Parti hongrois a pris le pouvoir grâce aux chars de la bureaucratie russe qui ont écrasé la révolution hongroise des conseils, lesquels possédaient les bases d'une réorganisation de l'économie visant à liquider les « profiteurs » ayant confisqué les conquêtes sociales à leur profit. Avec le gouvernement Kadar, les bureaucrates ont repris et accru leurs privilèges en s'appuyant contre les travailleurs sur les « spéculateurs » et les « accapareurs ».

VIENT DE PARAITRE

Un ouvrage fondamental de Léon Trotsky

« DEFENSE DU MARXISME »

Inédit en français Editions EDI, 23.50 F.

En vente à la SELIO 87, rue du Faubourg-Saint-Denis PARIS 10

LIBERTÉ POUR LES COMBATTANTS DU SOCIALISME

procès quotidiens en turquie

Il ne se passe pas une journée en Turquie sans que le régime « civil » mis en place par le coup d'Etat militaire du 12 mars 1971 ne condamne à de lourdes peines de prison des militants ouvriers et des jeunes qui affirment tous combattre pour le socialisme.

Melen, le Premier ministre turc, déclarait le 1^{er} janvier : « Les forces armées ont évité, par leur intervention du 12 mars, un coup communiste ». Le chef de la réaction de ce pays faisait allusion au grand mouvement de masse quasi-insurrectionnel qui vit, en octobre 1970, les travailleurs d'Istanbul marcher sur le gouvernement. C'est pour faire oublier à la classe ouvrière le souvenir de sa force immense, qui mit pour un moment l'Etat en péril, que la bourgeoisie turque frappe sans relâche les militants, après avoir détruit leurs organisations, la DISK, la centrale ouvrière indépendante fondée par des militants du premier parti ouvrier de masse (le TIP, ou parti ouvrier de Turquie) affirmant dans son programme combattre non pour de simples objectifs démocratiques, mais pour le pouvoir des travailleurs, pour le socialisme.

Dans la dernière période, les peines de prison ont frappé très lourdement dirigeants et militants des organisations ouvrières. Après le procès des dirigeants du TIP en octobre dernier où les peines dépassant les huit à dix années de prison ont été les plus nombreuses, a pris fin, le 15 décembre, celui du parti communiste turc. Seize militants ont été condamnés à des peines allant de six à huit mois de prison.

La liste des condamnés s'allonge chaque jour. Le 16 décembre, Muzaffer Erdost, écrivain et éditeur, est condamné à sept ans et demi de prison pour avoir traduit en langue turque le *Que faire ?* de Lénine. Le 26 décembre, un autre éditeur, Bülent Habora se voit infliger la même peine pour avoir publié *La révolution permanente* de Trotsky.

Malgré la répression, les militants, soutenus par la combativité des travailleurs, continuent à s'organiser. Le bulletin de l'Union des Etudiants turcs en France, *Nouvelles de Turquie* (n° 14, janvier 1973), rapporte ainsi que le 28 décembre « le tribunal militaire n° 2 d'Istanbul condamne à des peines de cinq à huit ans de prison neuf personnes accusées d'avoir fondé une organisation illégale "l'union ouvrière et paysanne de Kocaeli", ayant pour but "d'assurer la domination d'une classe sociale sur une autre". La plupart d'entre eux étaient des étudiants ».

Lorsqu'elle le peut, la dictature militaire condamne à mort les opposants politiques. Ainsi, le 22 décembre, contre

GROMYKO INVITE A ANKARA

M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, a été officiellement invité par les autorités turques à se rendre à Ankara au printemps 1973. Les dépêches d'agence indiquent qu'il est possible qu'à cette occasion l'URSS propose à la Turquie un traité d'amitié et de non-agression.

Et cela au moment où les prisons regorgent de condamnés pour « marxisme » et « communisme ».

cinq étudiants accusés d'avoir appartenu à l'Armée de libération du peuple turc, le procureur militaire demande la peine capitale. Le 19 décembre, la condamnation à mort de Ziya Yilmaz, ancien trésorier du mouvement Dev-Genç, est confirmée par la Cour de Cassation militaire.

Comme en mai 1972, lorsqu'elle fit exécuter trois étudiants condamnés plusieurs mois auparavant, la bourgeoisie turque a besoin de frapper à nouveau un grand coup pour terroriser l'opposition grandissante des travailleurs à sa politique anti-ouvrière.

Il y a un an, en dépit d'une campagne internationale menée en leur faveur et à laquelle l'UNEF a pris une large part, les trois étudiants turcs d'Ankara n'ont pu être sauvés. Aujourd'hui, avec la pratique systématique de la torture contre les prisonniers politiques, par les lourdes peines de prison infligées aux militants ouvriers, aux jeunes, la réaction turque veut décapter le mouvement ouvrier toujours indompté.

C'est la tâche de tous les militants ouvriers que de mettre sous la protection du mouvement ouvrier international les militants et combattants du socialisme menacés du pire sous le régime militaire sanglant de Turquie.

contre les aveux extorqués par le k.g.b. pour le respect des droits et des libertés

Une discussion se mène depuis des mois à la tête de la bureaucratie du Kremlin, discussion qui porte sur la nécessité de modifier la Constitution de l'URSS. Celle-ci reconnaît, en droit, les libertés fondamentales, celles de réunion, de presse, d'opinion, y compris de manifestation.

La bureaucratie stalinienne a depuis longtemps interdit aux masses laborieuses d'URSS le droit d'exercer ces libertés fondamentales sans lesquelles il ne peut exister de démocratie ouvrière et a fortiori de construction du socialisme.

C'est sur ces droits bafoués mais affirmés jusqu'à présent par la Constitution que s'appuie l'opposition communiste en URSS, consciente d'exprimer les revendications de millions de travailleurs soviétiques qui acceptent de moins en moins l'oppression de la bureaucratie parasitaire qui les a chassés du pouvoir à la fin des années 20.

Brejnev se prononce pour l'abolition de l'article 124 de la Constitution de l'URSS ainsi que de tous les paragraphes qui garantissent théoriquement l'exercice des libertés. En même temps, les dirigeants du Kremlin ont décidé d'engager l'épreuve de force contre l'opposition dont l'existence et le combat ne peut, à terme, que menacer le pouvoir en crise de la bureaucratie.

Tel est le sens de l'arrestation de Piotr Yakir le 21 juin 1972, de sa longue détention au secret, des prétendus « aveux » qui lui auraient été extorqués selon les dépêches d'agences qui parviennent aujourd'hui tous les mois environ de Moscou, du procès public qui serait en préparation contre lui.

Mais à travers Yakir, symbole de l'opposition intransigente des masses soviétiques au stalinisme et au pouvoir de la bureaucratie, ce sont des milliers d'opposants conscients qui sont visés, c'est la résistance muette mais formidable de millions de travailleurs qu'il s'agit d'étouffer.

On sait que dans tous les domaines de la vie sociale cette résistance tente partout de s'organiser. C'est par milliers que depuis le début des années 60 des cercles clandestins d'opposants politiques se sont formés et défilés, dans les Universités, les lycées, les localités, les entreprises, mais aussi dans les camps et même jusqu'au sein de l'appareil de la police. Partout s'affirme en URSS la volonté des intellectuels, des étudiants, des travailleurs, de restaurer les libertés démocratiques.

Or cette volonté et ce combat sont ceux-là mêmes qui conduisent directement à la révolution politique, le pouvoir de la bureaucratie privilégiée étant incompatible avec l'exercice des droits et libertés démocratiques.

On savait que nombreux étaient les camps de prisonniers politiques en URSS où la bureaucratie ne craint plus de faire périr certains des opposants les plus en vue, tel l'ourli Galanskov qui vient de succomber au camp de Potyma. Combien d'autres Galanskov sont-ils aujourd'hui à l'article de la mort dans les bagnes des héritiers de Staline ?

« Amnesty International » vient de rendre publique l'estimation selon laquelle le nombre de prisonniers politiques dépasserait aujourd'hui le million en URSS. De son côté, le savant russe exilé, le physicien Fedosseïev a déclaré que le nombre d'opposants conscients au pouvoir de la bureaucratie atteignait environ 1 % de la population, c'est-à-dire 2,5 millions de personnes. Telle est la base sociale qui permet aux publications du *Samizdat* de survivre malgré la terrible répression qui frappe les militants opposants connus.

Chacun peut mettre en doute les chiffres avancés par « Amnesty International » et le savant Fedosseïev. Mais aucun militant conscient, aucun travailleur honnête, aucun démocrate sincère ne peut nier, aujourd'hui, qu'il existe des camps de la mort en URSS ainsi que des bagnes-cliniques, les fameux hôpitaux psychiatriques spéciaux où sont murés vifs des combattants du communisme, tel le général Grigorenko.

Qu'une commission ouvrière d'enquête se constitue, représentative du mouvement ouvrier et des démocrates de ce pays comme à l'échelle internationale ! Qu'elle se rende en URSS, visite les prisons, les camps, rende compte des conditions de détention de P. Yakir, Grigorenko et de tous les autres ! Telle est l'exigence de milliers de militants qui savent que le socialisme est indivisible, qu'il est intolérable que soient persécutés en masse des militants communistes en URSS parce qu'ils osent penser autrement que les hommes au pouvoir qui bafouent le socialisme.

Il est urgent de poursuivre l'action, d'autant plus que depuis un an le KGB (police politique secrète) a reçu des pouvoirs nouveaux pour liquider toute opposition organisée. Ainsi, le journal *Combat* du 6 janvier révèle-t-il que le « KGB dispose depuis treize mois de pleins pouvoirs qui suspendent toutes les garanties constitutionnelles auxquelles certains juristes étrangers se sont référés, un peu naïvement, ces derniers temps. Du même coup, le ministère public et les procureurs généraux de l'Union ont été rattachés au réseau de répression ».

La correspondance privée est strictement surveillée, ainsi que la vente des machines à écrire et même du papier carbone qui joue un si grand rôle dans la reproduction des textes du *Samizdat*.



Le KGB a reçu l'ordre, en décembre 1971, « de supprimer toutes les organisations et cellules "réformistes" ». Or, en dépit de ce formidable déploiement policier, la nouvelle opposition continue à s'exprimer.

Et *Combat* de conclure : « En dépit du retour aux méthodes stalinienne, les autorités ne sont pas parvenues à écraser la révolution rampante », ni même à comprimer ses effets, ce qui conduira inévitablement à une explosion ».

Où, la révolution politique est en marche en URSS même. C'est pourquoi la bureaucratie aux abois frappe impitoyablement pour empêcher à tout prix ce qu'elle ne pourra néanmoins pas éviter, « l'explosion inévitable ». Mais par dizaines de milliers, les opposants dont la plupart affirment leurs convictions socialistes et communistes croulent dans les prisons, les camps et les bagnes-cliniques.

Devant le gravité des coups qui sont portés aux authentiques militants communistes d'URSS par la bureaucratie, personne ne peut rester silencieux. Personne ne peut prétexter de l'excuse selon laquelle « on ne sait pas ».

Contre les nouveaux procès de Moscou qui se préparent, pour la libération inconditionnelle de tous les opposants soviétiques des prisons, des camps et des hôpitaux psychiatriques spéciaux, commission ouvrière internationale d'enquête !

BULLETIN DU COMITE

Pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est

Abonnements et souscriptions :

Un an (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (CCP, Alain Chaher, n° 31547-74 - La Source), 48, rue Louise-Michel, 92 Cavallotti-Perrin

Numéro double sur le rassemblement militant des 500 et 200 de 1972-1973 au prix de 4 F. 1 Hemeroteca General CEDOC

G. SÉGUY - LE MAI DE LA C.G.T.

Julliard 1972 (en vente à la SELIO)

« Aujourd'hui, en militant éprouvé, conscient de ses responsabilités devenues nationales, G. Séguéy apporte son témoignage sur une des actions les plus controversées de la lutte ouvrière de mai 1968. »

Ainsi s'exprime le présentateur du livre au dos de la couverture. Ce livre de 200 pages, 220 avec les annexes, ne peut évidemment, en si peu de place, traiter à fond du sujet ; aussi lui est-il facile de pêcher par omission dans des raccourcis saisissants, tel le début du chapitre II : « L'université en ébullition » : « La faculté des Lettres de Nanterre est fermée, les forces de police investissent le quartier latin et occupent la Sorbonne. Les étudiants légitimement scandalisés réagissent et manifestent : les bagarres entre étudiants et forces de répression se font de plus en plus violentes. La CGT proteste contre les brutalités policières. »

G. Séguéy qui, entre autres activités, est membre du bureau politique du PCF, néglige de rappeler ce que son camarade de parti, G. Bouvard, écrivait dans *L'Humanité* sur ces étudiants « légitimement scandalisés » : « ... Comment qualifier ceux qui, par leurs agissements irresponsables, leurs violences, leurs injures ont provoqué cette situation ? Les étudiants sont à même de vérifier où le Pouvoir trouve finalement ses meilleurs alliés. »

De même, sur la manifestation du 13 mai, on chercherait en vain une indication sur l'état de conscience des masses qui déferlent de la Gare de l'Est à Denfert-Rochereau. Visiblement, G. Séguéy préfère des annotations de ce type : « Quand les responsables de la CFTD voient apparaître place de la République, les trois immenses lettres d'or CGT sur fond rouge. Ils en restent sidérés ! Chacun doit admettre qu'il est difficile de faire plus grand. Ce succès complet par l'apparition, en nombre impressionnant, des chapeaux de papier de la Vie Ouvrière, fort appréciés

par cette journée ensoleillée, est un excellent stimulant pour nos camarades du service d'ordre qui ont fort à faire aujourd'hui. »

Mais ces aspects du livre ne sont pas l'essentiel. Séguéy ne se contente pas d'annotations de ce genre ; il essaie de répondre aux questions que se posent, que continuent de se poser nombre de militants et de dirigeants du mouvement ouvrier, membres de la CGT et du PCF.

Il s'appuie en premier lieu sur le patriotisme d'organisation de ces militants en appuyant sur ce que les actions des gauchistes décomposés avaient à la fois d'irresponsable et d'anticipatoire. De ce point de vue, les Gelsmar et Cohn Bendit sont des cibles faciles, mais une question se pose : pourquoi « ces groupes » avaient-ils « réussi à capter l'intérêt d'une partie des étudiants progressistes et des milieux universitaires » ?

Pourquoi le « phénomène » gauchiste a-t-il pris une telle ampleur si ce n'est précisément à cause de la politique des directions du mouvement ouvrier ? Au passage, il pratique volontiers l'amalgame et le mensonge : « L'un de ces groupes, s'intitulant « Fédération des Étudiants Révolutionnaires » (FER), vient en commando devant la Bourse du Travail de Paris proférer des injures contre la CGT et sa direction. » (p. 18.)

Mais la question centrale est celle du caractère de la grève et c'est à juste titre que Séguéy écrit : « A partir du 13 mai, la lutte prend une autre dimension. Il ne s'agit plus seulement de la crise de l'Université et les bagarres entre étudiants et policiers sous l'œil omniprésent des caméras de la télévision. Il s'agit de la première phase d'un affrontement sans précédent dans notre histoire entre la classe ouvrière et la grande bourgeoisie. » (p. 31.)

Néanmoins, cette appréciation est contredite dans toute l'analyse, par exemple, p. 182 : « Mais le grand mouvement du printemps 1968, qui aurait pu imposer une relève politique par la gauche était en avance sur les possibilités d'unité de celle-ci. »

Ce dont il s'agissait en 1968, ce n'était pas d'une relève politique par la « gauche », mais du pouvoir des travailleurs. La grève générale unifiait la classe ouvrière française. Celle-ci cherchait à poser le problème du pouvoir mais n'a pu y arriver, les directions officielles s'étant dérobées à leur mission. Après le 13 mai le problème du pouvoir ouvrier pouvait être résolu à partir des comités de grève élus se fédérant localement, départementalement et nationalement. C'est le problème du Comité central de grève.

Séguéy, en tant que représentant de la direction stalinienne de la CGT cherche au contraire à morceler la grève. Il justifie cette position au nom... de la démocratie.



cratie. « Sans attendre que la question me soit posée, j'explique pourquoi nous n'avons pas lancé un mot d'ordre de grève générale. C'eût été, bien sûr, facile et le succès était garanti, mais la grève avec occupation implique l'adhésion consciente et responsable des travailleurs qui y participent.

« L'obéissance aveugle à un ordre d'en haut, c'est le contraire de la participation à l'action syndicale... »

« Ce sont de telles considérations qui nous ont également incités à écarter l'idée

d'un comité central de grève qui aurait tout centralisé au préjudice de l'initiative des masses en lutte et de l'autorité des organisations syndicales. » (pp. 40-41.)

La réalité correspond précisément au contraire. D'abord on ne voit pas comment le comité central de grève eût constitué un frein à l'activité des comités de grève. En second lieu, la grève générale n'est pas la simple addition de grèves isolées, morcelées au niveau de l'usine, du bureau, de la Faculté, de l'école. La démocratie ne consiste pas à enfermer le travailleur dans l'horizon de « sa » boîte, mais à donner à la classe ouvrière le moyen de contrôler la grève, à partir de l'entreprise jusqu'au niveau le plus élevé, c'est-à-dire contre le pouvoir d'État. Et c'est cela qui constitue la démocratie ouvrière.

De ce point de vue la conception de Séguéy et des gauchistes partisans des comités d'action « à la base », des pouvoirs délégués dans les usines, les lycées et sur les tracts, se correspondent parfaitement. Gauchistes et Séguéy, en s'opposant à la centralisation des comités de grève, complètent le même travail d'induire, chacun à leur façon aux travailleurs de poser le problème du pouvoir.

Que l'on lise le récit des négociations de Grenelle (relativement long et détaillé dans cet ouvrage) ; nulle part on ne voit de quelle manière les dirigeants sont contrôlés. Séguéy, malgré les couplets prêtés sur la démocratie, n'éprouve pas le besoin d'expliquer pourquoi il abandonne les revendications fondamentales, notamment l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale et les 1 000 F minimum pour quarante heures. Ce n'est tout de même pas en négociant entreprise par entreprise, corporation par corporation, qu'il espérait en 1968 arracher cette abrogation !

La preuve en est que quatre ans et demi après la grève générale, la négociation n'a pas donné l'abrogation des ordonnances et on en est toujours, malgré la hausse frénétique du coût de la vie depuis 1968, à revendiquer les 1 000 F.

Nous ne pouvons, faute de place, analyser d'autres aspects aussi importants du livre de Séguéy, les militants qui s'y intéressent et en premier lieu ceux qui militent au sein de la CGT auront intérêt à lire ce livre page par page en le confrontant à *La Grève Générale* de François de Massot (1).

(1) François de Massot, *La Grève Générale de mai-juin 1968*, en vente à la SELIO, 87, rue du Fbg-St-Denis, Paris-10^e, au prix de 12 F.

Document

CE N'EST PAS LA «CROISSANCE» QUI EST RESPONSABLE

Les idéologues intéressés au service de la bourgeoisie internationale ont inventé la théorie suivant laquelle, depuis la deuxième guerre mondiale, nous vivions plus dans la période de l'impérialisme « stade suprême du capitalisme ».

Nous serions passés dans un autre stade, celui de la « société de consommation ».

Déjà, pourtant, les études sur « la pauvreté aux Etats-Unis » démontrent qu'en son bastion, les USA, cette société n'existe que dans la tête de ces soi-disant penseurs.

Un dossier que publie la revue « La Recherche » nous éclaire sur la réalité du monde dominé par l'impérialisme.

1. Il n'existe pas deux (ou trois) mondes, les pays sous-développés sont partie intégrante du marché mondial, ils sont le complément, l'autre face des pays capitalistes développés.

Il a été procédé à l'analyse des contrats réalisés entre les capitalistes des pays « avancés » et les capitalistes et les gouvernements des pays « sous-développés ».

Ces contrats seraient, pour les penseurs modernistes, le moyen de rattraper le retard par « transfert des techniques ». Ils permettraient de stopper la dégradation des termes de l'échange (les produits manufacturés dans les métropoles impérialistes non seulement concurrencent les produits de l'artisanat local mais sont échangés contre des matières premières à des prix de monopole).

Voici ce qu'il en est : « les transferts s'accompagnent de conditions draconiennes et de transactions usurières... ».

Les experts analysent :

« Les contrats qu'ils ont pu examiner, dans l'industrie pharmaceutique péruvienne par exemple, « ont fait apparaître une majoration de prix qui, dans la plupart des cas, se situait entre 20 % et 300 %, dépassant même 300 % pour quelques produits ». Et au Chili, dans la même branche industrielle, des échantillons « ont fait apparaître une majoration de prix des produits importés dépassant 500 %, tandis que, pour la plupart d'entre eux, la majoration s'établissait entre 30 % et 500 %. (...) Il est évident qu'en pareil cas les fournisseurs de techniques et de capitaux étrangers ont marqué une préférence pour réaliser leurs bénéfices sous forme détournée dans le prix même du transfert au lieu de le faire ouvertement au moyen du paiement de redevances et/ou de rapatriement de bénéfices. »

La domination va bien au-delà de l'imposition de ces paiements exorbitants. En effet, « sous l'apparence d'un transfert depuis le centre vers la périphérie, il s'agit en réalité d'une capture grâce à l'insertion d'une économie dans le réseau de la grande firme multinationale, qui dès lors acquiert la possibilité de puiser dans des ressources nationales nouvelles, en matières premières, en hommes, en capital afin de les valoriser dans ses ensembles marchands au niveau international. Ce sont les surpluses que réservent aux pays sous-développés les conséquences cachées du transfert de technologie dont ils pensent

être les bénéficiaires de la part des grandes firmes ».

2. Ce ne sont pas les conditions « éternelles » du monde qui font que deux tiers de l'humanité crèvent littéralement de faim.

Prenons un cas concret : celui de la lutte contre la faim. A peu près tous les agronomes compétents estiment qu'il est possible, dès maintenant, de doubler au moins la production agricole du tiers monde sur la base des techniques actuellement connues et maîtrisées au stade du développement expérimental. Cela coûterait cher, bien sûr. Le professeur Colin Clark admet que « les terres arables du globe pourraient faire vivre 33,1 milliards d'âmes, soit dix fois la population actuelle. Ce qui est un calcul modéré, car s'il suppose qu'on s'aligne sur les méthodes en honneur aux Pays-Bas ou dans d'autres pays du même niveau et qu'on les généralise, il ne tient pas compte des progrès vraisemblables de la technologie, ni du parti que nous pourrions tirer des mers, lacs et cours d'eau. Il n'envisage pas non plus de perfectionnement de l'état actuel de l'irrigation ».

La « révolution verte » est apparemment un cas exemplaire de recherche bien appliquée aux problèmes du tiers monde. Mais, en fait, elle n'a pas permis de résoudre les problèmes essentiels des pays en voie de développement : « L'idée que l'Inde par exemple puisse reprendre, en 1972, les exportations de blé, interrompues depuis 1968, suscite déjà de vives réactions. Et comme toute agriculture intensive et vulné-

rable, il suffirait d'une petite crise pour se débarrasser de ces gêneurs, remettre les choses dans le droit chemin du marché, de la faim et des profits maximaux.

La « révolution verte » est techniquement irréversible, car revenir en arrière entraînerait des catastrophes... On sait qu'au sens strict la révolution verte signifie la mise en œuvre de nouvelles variétés de céréales à hauts rendements. Dans ce domaine aussi, « la science a éclairé le problème » : elle a fourni un courant d'innovation propre à entretenir l'accroissement progressif et continu de récoltes. (...) Mais savoir ne suffit pas, souligne justement le professeur Cépède. D'abord la révolution verte a été retardée : nous savons que les techniques mises en œuvre étaient au point depuis longtemps et que les variétés « nouvelles » de céréales dataient, elles-mêmes, de plus de vingt ans. Ensuite, elle ne semble pas aller dans la bonne direction, car elle favorise de toute évidence la dépossession paysanne : « ce n'est pas par hasard que la fondation Rockefeller à Mexico s'est attaquée d'abord à la sélection du blé, que cultivent surtout les grands agriculteurs, bien avant le maïs, constituant l'aliment essentiel, la base première de l'économie paysanne. Au Pakistan, en Inde et aux Philippines, tout comme en Tunisie et au Mexique, les céréales à haut rendement sont en train de favoriser la concentration capitaliste, l'absorption des terres des paysans par les gros agriculteurs ». D'où migrations massives des paysans vers les villes et les bidonvilles. On comprend la peur de certains : « Révolution verte : un danger pour le tiers monde », titre fort éloquent d'une édition de la revue britannique « The Economist » du 27 décembre 1969. »